

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de maintenance préventive et corrective des systèmes de désenfumage naturel et mécanique et des asservissements de sécurité incendie pour les sites hospitaliers de l'Hôpital Européen Georges-Pompidou, de Necker Enfants-Malades et de Vaugirard Gabriel Pallez de l'Assistante Publique – Hôpitaux de Paris.

Consultation n° 25-EM508CUP

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 FORME DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	4
4.2 PIÈCES GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 5 OBLIGATIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
5.1 CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES	6
5.2 CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX HORS-FORFAITAIRES : BPU et Hors BPU	6
5.2.1 Les prestations hors-forfait comprises dans le BPU :.....	6
5.2.2 Les prestations hors-forfait et non comprises dans le BPU :.....	7
5.3 FORME DES PRIX	8
5.4 RÉGIME DES PRIX.....	8
5.5 RÉVISION DES PRIX	8
5.6 FORMULE DE RÉVISION	9
5.7 CLAUSE BUTOIR.....	9
ARTICLE 6 MODIFICATION DU MARCHÉ PAR CLAUSE DE RÉEXAMEN	10
6.1 CLAUSE DE RÉEXAMEN	10
6.2 MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC DES MATÉRIELS.....	10
ARTICLE 7 MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES BONS DE COMMANDE	11
ARTICLE 8 PRINCIPE DE FACTURATION	12
ARTICLE 9 FACTURATION.....	12
9.1 UTILISATION DU PORTAIL CHORUS PRO	12
9.2 FACTURATION DU FORFAIT	13
9.3 FACTURATION DU HORS-FORFAIT	13
ARTICLE 10 PAIEMENT	13
ARTICLE 11 ASSURANCES.....	14
11.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	14
11.2 RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE	14
ARTICLE 12 PÉNALITÉS	14
ARTICLE 13 NANTISSEMENT - RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE.....	18
ARTICLE 14 LITIGE.....	18
ARTICLE 15 RÉSILIATION	19
15.1 CAUSES MAJEURS.....	19
15.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ PAR LE GH APHP-CUP SANS FAUTE DU TITULAIRE	19
15.3 RÉSILIATION DU MARCHÉ A LA DEMANDE DU TITULAIRE.....	19
ARTICLE 16 DEROGATION AU CCAG/FCS.....	19

ARTICLE 1 | OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de désenfumage naturel et mécanique et des asservissements de sécurité incendie associé d'une clause d'astreinte pour les sites hospitaliers de l'Hôpital Européen Georges-Pompidou, de Necker Enfants-Malades et de Vaugirard Gabriel Pallez du GHU AP-HP Centre Université Paris Cité. Celui-ci a pour vocation d'apporter une qualité de service du meilleur niveau, requise par l'exigence fonctionnelle de l'établissement. C'est pourquoi, il sera exigé une obligation de moyens concernant le dépannage, visites de maintenance et travaux, et une obligation de résultat quant à l'entretien des installations, ainsi que lors des essais obligatoires et réglementaires semestriels, annuels et triennaux et toute demande du chef de service de sécurité incendie ou son représentant dûment désigné.

Les installations et équipements au marché, sont :

- Les asservissements liés aux Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et les éléments associés.
- Les systèmes de désenfumage mécanique et les éléments associés.
- Les systèmes de désenfumage naturel et les éléments associés.
- Les systèmes de ventilation mécanique des parcs de stationnement couvert, des escaliers encloués, en surpression et les systèmes et éléments associés.
- Les systèmes de compartimentage et les éléments associés.

Le liste et la volumétrie des équipements de relatives aux installations susnommées sont précisés en **annexe 01** « Liste des équipements » du présent marché.

Les prestations sont exécutées selon la législation et la réglementation en vigueur ou à venir.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des consignes générales et particulières d'exploitation des sites, et ne pourra, en aucun cas, présenter de réclamation pour la méconnaissance ou l'ignorance des contraintes en découlant pour son activité.

1.1 PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

Le périmètre du présent marché se constitue par les sites désignés ci-après.

SITE HOSPITALIER	Adresse	Classement ERP
Hôpital Européen Georges Pompidou	20, rue LEBLANC, 75015 Paris	Type U 1 ^{ère} catégorie
Hôpital Necker Enfants-Malades	149 rue de SEVRES, 75015 Paris	Type U 1 ^{ère} catégorie
Hôpital Vaugirard Gabriel Pallez	10 Rue Vaugelas, 75015 Paris	Type U 3 ^{ème} catégorie

Il est rappelé que les actions du titulaire se déroulent dans des établissements recevant du public très majoritairement de type U, en activité continue.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 3 sur 19

ARTICLE 2 | FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est un marché de prestations de service, dites « entretien complet » à montant forfaitaire complété d'une part à bons de commande c'est-à-dire, fractionné sous la forme de bon de commande passé en application des articles R. 2123-(1 à 7) et R. 2162-(1 à 14) du code de la commande publique en vigueur et conclu avec seulement un montant maximum.

Le montant maximum du marché est fixé en prenant en compte le montant des prestations forfaitaires du marché tous sites confondus sur la durée maximum du marché soit quatre (4) ans, augmenté de 100% pour prendre en compte des prestations non comprises dans le forfait sur cette même durée maximum de quatre (4) ans.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122 – 7 du Code de la Commande Publique

L'allotissement du présent marché s'effectue au titre d'un lot unique.

ARTICLE 3 | DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de la date de notification du marché.

Il pourra être reconduit tacitement deux fois, pour une durée d'une (1) année chacune à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, sans que la durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur informe le titulaire de sa décision par lettre recommandée-accusé de réception, au moins 3 mois avant la date d'échéance de la période concernée.

Il sera résiliable sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

ARTICLE 4 | DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1 PIÈCES PARTICULIÈRES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces particulières du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Les annexes financières :
 - Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF),
 - Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 4 sur 19

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
 - Annexe 1.1 : Liste des équipements HEGP
 - Annexe 1.2 : Liste des équipements NECKER
 - Annexe 1.3 : Liste des équipements VAUGIRARD
- Annexe 02 : Conditions Générales d'Intervention et lutte contre les nuisances sonores.
- Annexe 03 : Liste des contacts sécurité incendie EGP-VGR-NEM.
- La note technique remise par le titulaire à l'appui de son offre, complétée le cas échéant des réponses aux questions posées en cours d'analyse des offres.
- Les actes spéciaux de sous-traitance
- Les bons de commande
- Tout document déposé avec l'offre.

4.2 PIÈCES GÉNÉRALES

Les pièces générales sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (FCS) en cours à la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux Marchés Publics de travaux,
- La réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie dans les Établissements recevant du public (ERP), les normes, les règles APSAD.
- Le règlement intérieur applicable au sein de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris (APHP-CUP), notamment pour ce qui concerne les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité ainsi qu'aux règles générales et permanentes relatives à la discipline.
- Les normes AFNOR relatives à la maintenance, et notamment : la norme EN 13306 « maintenance - terminologie », norme française homologuée par décision du directeur général d'AFNOR le 20 mai 2001 pour prendre effet le 20 juin 2001 (indice de classement : X 60-319),

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent document.

NOTA : Les sites hospitaliers définis par le présent marché, mettront à disposition du Titulaire du marché, les plans des installations en sa possession. Ces documents sont réputés inexacts ou incomplets. Le Titulaire du marché effectuera un relevé affiné de ces matériels au cours de la visite et à l'issue de celle-ci, il établira un document exhaustif et précis du détail des installations en accord avec le Chef du Service Sécurité Incendie du site concerné.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 5 sur 19

ARTICLE 5 | OBLIGATIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES

Les prestations comprises dans le forfait, décrites dans le présent marché sont couvertes par un forfait annuel selon les conditions figurant dans la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire et liés à la mise en place des moyens sur les différents sites du Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) concernés, pour le respect des obligations définies au présent marché.

Les prestations décrites ci-après ainsi que celles énoncées au CCTP sont réputées contractuellement obligatoires et sont incluses dans le montant forfaitaire :

- La maintenance préventive annuelle des systèmes et des réseaux de désenfumage mécanique et éléments associés.
- La maintenance préventive annuelle des systèmes et des réseaux de désenfumage naturel et éléments associés
- La maintenance préventive annuelle du système de ventilation mécanique des parcs de stationnement couvert et éléments associés.
- La maintenance préventive annuelle du système de ventilation mécanique des escaliers de secours encloués, en surpression et éléments associés.
- La maintenance préventive annuelle du système et du réseau de compartimentage et éléments associés. (Clapet Coupe-feu, Trappe Coupe-Feu, Portes coupe-feu asservies aux SSI, Rideau Coupe-Feu, etc.).
- La maintenance préventive annuelle des réseaux de gaine pompier et éléments associés. (Raccord ZAG uniquement).
- Les dépannages in situ, selon condition du marché et durant toute la période du présent marché.
- La fourniture, le renouvellement et la disponibilité sans limite de nombre des équipements, des moyens, des consommables y compris les stocks sites dû au titre du présent marché.
- La réalisation d'actions de maintenance corrective élémentaire concourant à la remise en fonctionnement immédiate d'une installation, d'un équipement visé par le présent marché.
- La création, la fourniture et l'actualisation de documents, de plans, de proposition commerciale et les frais inhérent à la création, à la gestion, à l'accompagnement, au suivi de dossier - de projet et tout frais jugés par l'AP-HP comme assimilés.

Le titulaire est astreint à un devoir de conseil, de mise en garde, d'assistance ainsi qu'une garantie de continuité de service des prestations du présent marché.

5.2 CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX HORS-FORFAITAIRES : BPU ET HORS BPU

Le Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) pourra confier au titulaire dans le cadre du présent marché et pour les sites concernés, des prestations non comprises dans le prix forfaitaire : BPU et hors BPU.

5.2.1 LES PRESTATIONS HORS-FORFAIT COMPRISES DANS LE BPU :

La main d'œuvre et les fournitures sont traitées comme suit :

- Par application des prix unitaires dont le libellé figure au bordereau des prix unitaires (BPU)

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 6 sur 19

Les prestations sont traitées comme suit :

- Par application des prix unitaires dont le libellé figure au bordereau des prix unitaires (BPU) :
 - Les prestations relevant des opérations de travaux d'extension, de modernisation et de mise en conformité des équipements avec les règlements applicables,
 - Les interventions consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale des équipements, ainsi qu'à celles consécutives à une catastrophe naturelle.
 - La fourniture et la mise en œuvre des pièces neuves de rechange, qui seront rémunérées après acceptation de l'Hôpital.

Pour l'ensemble du marché, la date de présentation tardive d'un devis chiffré, détaillé, constatée à compter de la date de la demande du prix de la fourniture par le chef de service sécurité incendie ou de son représentant habilité pourra donner lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies au présent document.

Les devis à vocation d'acquisitions ou de remplacement de pièces matériels liés aux opérations de maintenances préventives et / ou curatives, devront être obligatoirement être munis de ou des fiches techniques, produits, associativité, correspondantes aux matériels préalablement inscrits sur les dits devis. Le présent marché et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations ainsi que les installations prises en charge.

5.2.2 LES PRESTATIONS HORS-FORFAIT ET NON COMPRISES DANS LE BPU :

Les prestations hors forfait sont réglées comme suit pour :

- **Les fournitures Hors BPU :**

- Sur la base des prix attestés par la commande au fabricant, si celui-ci est autre que le titulaire et non indiqué dans le bordereau des prix unitaires, affecté d'un **coefficient de majoration de 1.08**. Le titulaire est tenu de fournir avec sa demande de paiement, la facture originale de son fournisseur. La mention « HBPU fournitures « nom du fournisseur » doit figurer sur le devis.
- Sur présentation préalable d'un devis chiffré et signé, détaillé à accepter par le Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) notamment lorsque les fournitures sont fabriquées par le titulaire. La mention « HBPU fournitures « Entité titulaire » doit figurer sur le devis.

- **La sous-traitance Hors BPU :**

- Les prestations HBPU réalisées par une entreprise sous-traitante seront valorisées avec un **coefficient de revente de 1.08**.

Le titulaire est tenu de fournir avec sa demande de paiement, la facture de son sous-traitant ainsi qu'une attestation de délégation de paiement.

Pour rappel et conformément au CCAP, un DC4 doit être fourni pour toute intervention d'un sous-traitant.

La date de présentation tardive d'un devis chiffré, signé, détaillé, constatée à compter de la date de la demande du prix de la fourniture par le chef de service sécurité incendie ou de son représentant habilité pourra donner lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies au présent document.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 7 sur 19

Les devis à vocation d'acquisitions ou de remplacement de pièces matériels liés aux opérations de maintenances préventives et / ou curatives, devront être obligatoirement être munis de ou des fiches techniques, produits, associativité, correspondantes aux matériels préalablement inscrits sur les dits devis. Le présent marché et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations ainsi que les installations prises en charge.

5.3 FORME DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix forfaitaires sont fermes la première année d'exécution du marché et seront révisibles à chaque date anniversaire du marché.

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

- La demande du titulaire doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception 60 jours minimum avant l'application des nouveaux prix, accompagnée des justificatifs et adressée à la Direction des Travaux du Groupe APHP Centre – Université de Paris Cité.
- Dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, le Directeur du Groupe APHP Centre – Université de Paris Cité doit adresser une lettre recommandée avec accusé de réception d'accord ou de désaccord motivé.
- Sans opposition de l'une des parties, les nouveaux prix seront appliqués à la date prévue de la révision.
- L'application des nouveaux prix fera l'objet d'une lettre d'accord.
- L'annexe financière est substituée par une nouvelle annexe financière comportant les nouveaux prix, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant.

5.4 RÉGIME DES PRIX

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché (=date de début de marché). La première année du marché les prix sont réputés fermes.

- 1ère révision : date de début de marché + 1 an
- 2ème révision : date de début de marché + 2 ans
- 3ème révision : date de début de marché + 3 ans

5.5 RÉVISION DES PRIX

Les prix définis dans le marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix ne figurant pas dans les annexes financières et faisant l'objet d'un devis sont fermes.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 8 sur 19

5.6 FORMULE DE RÉVISION

Les prix sont révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,70 \left(\frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right) + 0,30 \times \left(\frac{FSD1}{FSD1_0} \right))$$

dans laquelle :

- P = prix révisé hors TVA,
- Po = prix initial figurant dans le marché hors TVA,
- ICHT-IMEo = indice mensuel du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois « M0 » fixé dans l'acte d'engagement,
- ICHT-IME = dernier indice publié connu du coût de la main d'œuvre des industries mécaniques et électriques 60 jours avant la date anniversaire du marché.
- FSD1o = indice mensuel de prix à la production dans l'industrie « Ensemble énergie, biens intermédiaires » du mois « M0 » fixé dans l'acte d'engagement,
- FSD1 = dernier indice publié connu de frais et services divers 60 jours avant la date anniversaire du marché.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

La révision peut être proposée par l'entreprise ; l'envoi doit être fait au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché.

A défaut, elle est effectuée à l'initiative de l'AP-HP, elle est notifiée via PLACE avant la date anniversaire.

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de l'envoi pour contester le calcul de la révision

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

Le titulaire renvoie ses annexes financières (format Excel) révisées via PLACE et par mail à l'adresse de la Direction des Investissements APHP Centre Université Paris Cité aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr et en copie à l'adresse de la Cellule des marchés APHP. Centre Université Paris Cité cellulemarches.aphpcup@aphp.fr

5.7 CLAUSE BUTOIR

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 % par rapport à l'année précédente, La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, si l'augmentation des prix résultants de la révision ne correspond pas à l'application de la formule proposée, ou aux possibilités budgétaires, le groupe hospitalier se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 9 sur 19

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le Groupe Hospitalier donneront lieu à l'établissement d'une note d'information.

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

ARTICLE 6 | MODIFICATION DU MARCHÉ PAR CLAUSE DE RÉEXAMEN

6.1 CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En ce qui concerne la partie forfaitaire, la modification sera alors formalisée :

- Jusqu'à 10% (en plus ou moins-value), la modification du forfait (DPGF) se fera par ordre de service avec en annexe la DPGF modifiée ainsi que l'annexe « inventaire » modifiée.
- Au-delà de 10% (en plus ou moins-value), la modification se fera par voie d'avenant.

Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

6.2 MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC DES MATÉRIELS

Compte tenu de la notion de globalité du présent marché, il ne sera pas apporté par un avenant au marché, de modification du montant du forfait à la hausse ou à la baisse en cas d'évolution de la consistance du parc d'équipements, tant en nombre (ajout ou suppression d'équipements) qu'en nature (modification des équipements) et ce annuellement, dans la limite de 3% du montant du forfait initialement fixé dans l'acte d'engagement.

Le responsable local de la sécurité incendie, ou son/sa représentant(e) dûment désigné(e), informera le titulaire, par une note d'information, de toute modification intervenant en cours de réalisation et représentant moins de 3 % du montant du forfait initial fixé dans l'acte d'engagement. Ces modifications feront l'objet d'un devis établi par la société, sur la base duquel un bon de commande sera émis.

La décomposition du prix global et forfaitaire, remise par le titulaire à l'appui de son offre, servira à déterminer le montant des plus ou des moins-values en fonction des modifications intervenues dans la consistance du parc.

Dans l'éventualité d'une fermeture partielle, voire totale d'un bâtiment ou d'un service durant l'exécution du marché, le GHU se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 10 sur 19

à ce titre.

Le montant annuel forfaitaire sera alors diminué en conséquence sur la base des prix définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ce nouveau montant fera l'objet d'un avenant.

Dans le cas inverse, l'ouverture avec installation d'un nouvel équipement, avec le cas échéant une incidence à la hausse sur le montant du forfait annuel donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 7 | MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES BONS DE COMMANDE

Les commandes seront établies par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité et transmises au titulaire par courrier ou par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un numéro de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Cellule marchés du GHU APHP. Centre Université Paris Cité pour pallier ses défaillances éventuelles.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commande est de 6 mois au-delà de la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux Paris Cité sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité : FR95267500452.

Chaque commande fera l'objet d'une demande de devis adressée par le groupe hospitalier au titulaire du marché. Le devis devra être établi dans un délai inférieur à cinq (5) jours ouvrés à constat du dysfonctionnement de l'installation.

Sur la base du devis éventuellement rectifié, le groupe hospitalier délivrera au titulaire un ordre de service valant bon de commande.

Chaque bon de commande ou ordre de service valant bon de commande indiquera au minimum :

- Le numéro d'ordre,
- La référence du présent marché,
- L'emplacement des interventions,
- La date de l'intervention et sa durée,
- Le montant hors taxe et toutes taxes comprises,

Le bon de commande ou l'ordre de service signé par le directeur des services techniques sera notifié au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours francs pour émettre des observations sur le bon de commande ou l'ordre de service valant bon de commande. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté toutes les clauses.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 11 sur 19

Le délai d'intervention du titulaire pour remise en état des installations ne devra pas excéder une semaine au maximum à réception du bon de commande.

ARTICLE 8 | PRINCIPE DE FACTURATION

La facturation se fera intervention par intervention bâtiment par bâtiment après établissement d'un bon de commande pour une intervention préventive programmée ou intervention curative non programmée.

Les prix unitaires, les taux horaires et le montant du déplacement seront ceux fixés dans le Bordereau de Prix Unitaires figurant dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 | FACTURATION

La facturation se fera intervention par intervention bâtiment par bâtiment après établissement d'un bon de commande pour une intervention préventive programmée ou intervention curative non programmée.

Les prix unitaires, les taux horaires et le montant du déplacement seront ceux fixés dans le Bordereau de Prix Unitaires figurant dans l'acte d'engagement.

9.1 UTILISATION DU PORTAIL CHORUS PRO

L'utilisation du portail CHORUS-PRO devient obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques.

La facture originale (entretien et maintenance) sera déposée sur le portail Chorus-Pro, via le module « factures émises » et le cadre de facturation A1 « Dépôt par un fournisseur d'une facture » en détaillant :

- Le numéro du bon de commande à 10 chiffres commençant par 45 est obligatoire.
- Le numéro de marché,
- La référence du devis, le cas échéant,
- La désignation des prestations et le site concerné,
- La date de l'intervention et sa durée, le cas échéant
- Le montant forfaitaire des prestations,
- La liquidation de l'éventuelle révision de prix applicable selon les clauses des CCAP des marchés, avec les index utilisés,
- Le montant des prestations Hors bordereau le cas échéant.

Les factures ne détaillant pas ces éléments, ou dont la liquidation serait déclarée erronée suite aux contrôles effectués par l'AP-HP et ses économistes, seront rejetées afin de permettre d'établir une refacturation en cohérence avec le règlement attendu. Ces refacturations devront porter une nouvelle référence, la réglementation comptable ne permettant pas de modifier une pièce déjà transmise, et mentionner la facture rejetée.

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 12 sur 19

Site	Code service
HEGP	075
Necker	061
Vaugirard	090

Remarque : Les prestations forfaitaires effectuées sur les sites du Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) devront être clairement précisées sur la facture et détaillées

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) déduira, le cas échéant, les pénalités prévues par le présent document.

9.2 FACTURATION DU FORFAIT

Le règlement des prestations forfaitaires est effectué à terme échu trimestriellement, après vérification et approbation par le responsable local de sécurité incendie ou son représentant habilité.

9.3 FACTURATION DU HORS-FORFAIT

Le règlement des prestations hors forfait du marché intervient après exécution de prestations commandées par le directeur des services techniques ou son représentant habilité, et remise de la facture correspondante.

Remarque : De même que pour les prestations forfaitaires, devront être clairement précisées sur la facture et détaillées les prestations hors forfait effectuées sur les sites du Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) désignés à l'article 1.1 du présent marché.

ARTICLE 10 | PAIEMENT

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du Cahier des Clauses Administratives Générales.

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC)

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 13 sur 19

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 | ASSURANCES

11.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers aux usagers et aux personnels de l'AP-HP par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux de maintenance des équipements qu'après intervention.

11.2 RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages pouvant être causés aux personnes, aux biens et aux installations du fait des prestations qu'il assure.

Sont toutefois, exclus de sa responsabilité, les dommages dus :

- À un cas de force majeure,
- À l'intervention d'un tiers que le titulaire n'aura pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Le titulaire du présent marché couvre par une assurance à son nom :

- Les risques encourus du fait de la prestation qui lui est confié (risques incendie, d'explosion, d'inondation et de dégâts des eaux, de gel, de vol tant pour les installations en exploitation que pour celles qui entourent, les bâtiments les contenant, les personnes présentes),
- Les risques de responsabilité civile pour lui et son personnel.

Cette garantie sera illimitée en ce qui concerne les personnes et le titulaire précisera sa valeur en ce qui concerne les biens.

Avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, puis pendant la durée du marché, le titulaire devra produire sur simple demande de l'A-HP, une fois par an, en début d'année civile, et à tout moment dans l'hypothèse où la date de validité du contrat d'assurance ne couvrirait pas l'année civile, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus.

ARTICLE 12 | PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, toute prestation non exécutée, toute défaillance mettant en cause le comportement d'un technicien ou l'organisation du travail par le Titulaire qui aura été dûment constatée par le Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) ou qui ne serait pas conforme au marché, aux règlements en vigueur applicables, aux respects des règles d'hygiène donne lieu à l'application de pénalités, qui peuvent être cumulables.

Cette notification donnera lieu à l'application de pénalités et devra être confirmée par courrier adressé au Titulaire par le responsable local de sécurité incendie ou son représentant(e) dûment désigné du site concerné par ce marché ou son représentant, dans un délai de 45 jours après constatation des faits.

Les pénalités, seront cumulables et non plafonnées et appliquées de plein droit dès le ou les fait(s)

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 14 sur 19

constaté(s).

Par ailleurs le responsable local de sécurité incendie ou son représentant(e) dûment désigné exigera du Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail, l'exécution de la tâche non réalisée dans un délai maximum d'une semaine après réception du courrier.

Au-delà de ce délai, les pénalités prévues au présent article seront appliquées en sus.

Les prestations non conformes sont les suivantes :

Code ligne	Nature du manquement ou de la défaillance et description	Pénalité(s) subie(s) au titulaire
A	RETARD LIÉ À LA TRANSMISSION DE DEVIS DEMANDÉ Tout manquement ou retard supérieur à 48h00 dans la transmission de devis demandé peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par jour de retard de 100€ (cent euros).	100€
B	RETARD LIÉES AUX OPÉRATIONS DE MAINTENANCE PLANIFIÉES Tout manquement ou retard par rapport à la date d'exécution définie ou prévue sur un planning peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par demi- journée calendaire de retard de 300€ (trois cents euros).	300€
B1	REPORT D'INTERVENTION D'UNE OPÉRATION DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE PROGRAMMÉE Le montant de la pénalité est égal à 150€ (cent cinquante euros).	150€
B2	NOUVEAU REPORT D'INTERVENTION DE LA MÊME INTERVENTION Le montant de la pénalité est égal à 300 € (trois cents euros).	300€
B3	REPORT D'INTERVENTION D'UNE OPÉRATION DE MAINTENANCE CONDITIONNELLE ET DE MAINTENANCE CORRECTIVE Le montant de la pénalité est égal à 150€ (cent cinquante euros).	150€
C	PÉNALITÉS LIÉES AUX DÉLAIS DE DÉPANNAGE La pénalité pour dépassement du délai de dépannage est fixée à 200 € (deux cents euros) par heure de retard, <u>chaque fraction d'heure comptant pour une pleine et entière.</u>	200€
D	PÉNALITÉS LIÉES AUX DÉLAIS DE RÉPARATION La pénalité pour dépassement du délai de réparation est fixée à 300 € (trois cents euros) par jour de retard, <u>chaque fraction de jour comptant pour pleine et entière.</u>	300€
D1	RETARD DANS UNE INTERVENTION DANS LE CADRE DE PRESTATIONS HORS FORFAIT, La pénalité pour non achèvement des prestations entraînant l'arrêt de l'installation technique est fixée à 200 euros (deux cents euros) par jour.	200€
E	PÉNALITÉS POUR NON MAINTIEN DE LA CONTINUITÉ DE SERVICE DES INSTALLATIONS Elles sont appliquées pour non maintien de la continuité de service des installations, ou non maintien des conditions de base. La pénalité est fixée à 100 € (cent euros) par journée de retard suite à constat du dysfonctionnement, <u>chaque fraction de jour comptant pour pleine et entière.</u>	100€

F1	PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES MODALITÉS D'EXÉCUTION Toute prestation mal exécutée ou non exécutée dans le respect des modalités définies par le présent marché et les documents cités fera l'objet d'une pénalité égale à 200 € (deux cents euros) par défaut constaté.	200€
F2	Dans le cas de non-respect des consignes de sécurité des sites hospitaliers, cette pénalité est doublée.	400€
F3	REGISTRE DE SECURITE NON RENSEIGNÉ LORS D'UNE MAINTENANCE La pénalité est fixée à 50 € (cinquante euros) par manquement constaté.	50€
G	PÉNALITÉS POUR NON REMISE ET/OU MISE À JOUR DE DOCUMENT(S) : En cas de non remise ou de non mise à jour sous 48h00 de documents, relevant du présent marché, une pénalité de 150€ (cent cinquante euros) est fixée par jour de retard.	150€
H	PÉNALITÉS POUR PERTE, DÉGRADATION VOLONTAIRE OU PAR NÉGLIGENCE, NON RESTITUTION DE CLÉS, DE BADGE, AUTORISATION D'ACCÈS, MATÉRIEL, DOCUMENT, ÉQUIPEMENT : Le montant de la pénalité est égal à 1000€ (mille euros) par élément.	1000€
I	PÉNALITÉS POUR PRESTATION NON CONFORME : Le montant de la pénalité est fixé à 300 € (trois cents euros).	300€
J	PÉNALITÉS POUR ALTERCATION VERBALE OU PHYSIQUE OU FAUTE GRAVE D'UN TECHNICIEN : Le montant de la pénalité est fixé à 1500 € (mille cinq cents euros) et remise à disposition immédiate et définitive du technicien.	1500€
K	PÉNALITÉS POUR NON RESPECT ET/OU MANQUEMENT DES CONSIGNES GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES DES MODALITÉS D'EXÉCUTION, DES RÈGLEMENTS MENTIONNÉS AUX PIÈCES MARCHÉ, RELATIVES À L'HYGIÈNE : Le montant de la pénalité est fixé à 500 € (cinq cents euros).	500€
L	PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT SOUS 48h00 de L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS INDUSTRIELS : Le montant de la pénalité est fixé à 150 € (cent cinquante euros).	150€
M	PÉNALITÉS POUR ABSENCE À UNE RÉUNION : Le montant de la pénalité par jour de retard, chaque fraction de jour comptant pour pleine et entière est fixée à 200 € (deux cents euros). Chaque tranche d'heure est due.	200€
N	PÉNALITÉS POUR RETARD À UNE RÉUNION : Le montant de la pénalité par heure de retard est de 50 € (cinquante euros). Chaque tranche d'heure est due.	50€
O	PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX ENGAGEMENTS DE VÉRIFICATION ET / OU CONTRÔLE DE LA PRESTATION Le montant de la pénalité est fixé à 300 € (trois cent euros).	300€

P	PÉNALITÉS POUR PRESTATION PLANIFIÉE NON RÉALISÉE OU CONTESTÉE PAR UN TECHNICIEN : Le montant de la pénalité est égal à 300 € (trois cents euros) par jour.	300€
Q	PÉNALITÉS POUR PRÉSENCE D'UN TECHNICIEN SOUS TRAITANT NON PLANIFIÉ OU NON NOMMÉMENT DÉSIGNÉE Le montant de la pénalité est fixé à 300 € (trois cents euros) par jour.	300€
R	PÉNALITÉS POUR VOL, CONSOMMATION D'ALCOOL ET/OU DE STUPÉFIANTE PAR UN TECHNICIEN OU TECHNICIEN SOUS-TRAITANT DU TITULAIRE : Le montant de la pénalité est fixé à 1000 € (mille euros) et remise à disposition immédiate et définitive du technicien.	1000€
T	PRÉSENCE D'UN TECHNICIEN OU TECHNICIEN SOUS-TRAITANT DU TITULAIRE, SANS TENUE, SANS BADGE, SANS EPI/C, VEHICULE SANS AUTORISATION Le montant de la pénalité est fixé à 150 € (cent cinquante euros)	150€
U	PÉNALITÉS POUR MAINTIEN D'UN TECHNICIEN SUR LE SITE APRÈS DEUX (2) AVERTISSEMENTS PAR ÉCRIT POUR MANQUEMENT : Le montant de la pénalité est fixé à 500 euros (cinq cents euros).	500€
V	AFFICHAGE NON AUTORISÉ OU DISTRIBUTION DE TRACTS PAR UN TECHNICIEN : Le montant de la pénalité est fixé à : ⇒ 1ère infraction = 100 euros (cent euros) ⇒ 2ème infraction = 300 euros (trois cents euros) et remise à disposition immédiate et définitive du technicien.	1ère infraction = 100 euros
		2ème infraction = 300 euros
W	PÉNALITÉS POUR UTILISATION PAR UN TECHNICIEN DES PC MIS À DISPOSITION AU PCSI À TITRE PERSONNEL (JEUX, VIDÉO, INTERNET, ETC.) : Le montant de la pénalité est fixé 100 euros (cent euros).	100€
X	PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT CONCERNANT L'HYGIÈNE DES LOCAUX MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE : Le montant de la pénalité est fixé 100 euros (cent euros).	100€
Y	PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS D'ASSISTANCES LIÉES AUX ESPACES CLIENTS : Défaut d'assistance supérieur à deux (2) heures est fixé à cent (100€) euros par jour calendaire.	100€

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

ARTICLE 13 | NANTISSEMENT - RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE

NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R.2191- (46 à 63) du Code de la Commande Publique.

RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

AVANCE

- **Conditions de versement de l'avance**

Si le montant initial du bon de commande / du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois (conditions cumulatives), une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au sous-traitant du marché s'il en fait la demande dans l'acte d'engagement ou de sous-traitance.

Une avance peut être versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct lorsque le marché initial est éligible au versement de l'avance.

- **Montant de l'avance**

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Elle est de 5% du fait du statut d'établissement public de santé de l'AP-HP, conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Lorsque la durée de la prestation est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant de la prestation.

Lorsque la durée de la prestation est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

- **Remboursement de l'avance**

- Sur la part à commandes, le paiement intervient après exécution de prestations ; le remboursement de l'avance se fera donc en une fois au moment du paiement de la facture
- Sur la part forfaitaire, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte des montants sous-traités et des montants liquidés. Le remboursement débute, par part fournisseur, quand le montant des prestations liquidées atteint 45% et doit être total quand le montant liquidé atteint 80%.

ARTICLE 14 | LITIGE

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le GH AP-HP. Centre Université Paris Cité et le titulaire du marché, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige,

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 18 sur 19

conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 15 | RÉSILIATION

15.1 CAUSES MAJEURS

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G./F.C.S. (résiliation pour faute du titulaire), le présent marché pourra être résilié dans les cas suivants :

- En cas de prestations non conformes et quarante-huit (48) heures à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, restée sans effet.
- Si le titulaire ne remplit pas son obligation de communication des documents contractuels, cette carence pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure.
- La résiliation est motivée et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

Le Groupe hospitalier Assistance Publique Hôpitaux de Paris Centre Université Paris Cité (APHP-CUPC) se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée des matériels, équipements, installations non entretenues ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

15.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ PAR LE GH APHP-CUP SANS FAUTE DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 42 du CCAG F.C.S (Résiliation pour motif d'intérêt général) l'indemnité de résiliation est fixée à un (1) pour cent du montant forfaitaire initial du marché diminué du montant non révisé des prestations admises.

15.3 RÉSILIATION DU MARCHÉ A LA DEMANDE DU TITULAIRE

Si le titulaire ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec le chef de service de sécurité incendie ou son représentant toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de l'équipement concerné et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le titulaire peut demander la résiliation du marché.

Toute résiliation prendra effet à la fin du délai nécessaire à l'approbation d'un nouveau marché sans que ce délai puisse excéder 180 jours, le règlement s'effectuant aux conditions du marché.

ARTICLE 16 DEROGATION AU CCAG/FCS

Article du CCAG- FCS	Article du CCAP	Objet
4.1	4.1	Hierarchie des pièces contractuelles
14	12	Pénalités
41.1	15.1	Résiliation causes majeures
42	15.2	Résiliation sans faute

GHU APHP CUPC	Consultation n°25-EM508CUP	CCAP
CCAP	MTCE DEF.ASERV. EGP NEM VGR 2025-2029	Page 19 sur 19